



Résurgence des violences à Bangui : les populations prises au piège, les humanitaires pris pour cible.

Au matin du 26 septembre dernier, le quartier de PK5 s'est embrasé après le meurtre d'un jeune taxi moto musulman. **Malgré les tensions régulières dans ce quartier de Bangui**, les forces de la Mission de maintien de la paix MINUSCA sont intervenues très tardivement laissant les ressentiments encore présents dans la population, prendre une tournure extrêmement violente. **Ce manque de réactivité et d'anticipation** dans le plan d'action des forces de maintien de la paix a largement contribué à laisser la situation sécuritaire dégénérer en laissant place à des scènes de violences punitives et opportunistes. Depuis, les combats sont journaliers et les ressentiments communautaires laissent place à des revendications politiques, avec des discours qui accusent l'ensemble de la communauté internationale.

1. Attaques délibérées contre les organisations humanitaires et les structures étatiques avec pour conséquence une rupture de l'accès aux services de base notamment de santé.

Alors que Bangui s'enlise dans des violences récurrentes, une dizaine d'organisations humanitaires, nationales et internationales, ont été **victimes de pillages**, dans les bureaux et les résidences, parfois avec **brutalité** envers les salariés présents qui sont pris à partie.

- Au-delà du pillage « économique » d'opportunité, ce sont des épisodes de véritables saccages qui ont été observés avec une volonté de détruire les moyens d'intervention et la capacité de réponse.
- Le manque d'accès des ambulances n'a pas permis de récupérer les corps et transférer les blessés, qui ont dû tenter de rejoindre des centres de santé par leurs propres moyens en bravant l'insécurité et les barricades.
- Ceux qui étaient déjà hospitalisés ont parfois préféré quitter les centres de santé à cause de l'insécurité, malgré les risques, comme cela a été le cas pour 3/4 des patients du Centre Pédiatrique de Bangui.
- A l'heure de la rentrée, les écoles n'ont pas pu ouvrir leurs portes, certaines sont devenues des sites de déplacés à l'image de l'école de Benzvi et risquent de ne pas être en mesure d'assurer la rentrée avant plusieurs mois.

2. Aggravation de la situation humanitaire, alors que les ONG sont privées d'accès.

Les conséquences humanitaires notamment au regard des nouvelles dynamiques de déplacements sont dramatiques, alors que la majorité des organisations ont dû suspendre leurs activités ou les limiter au minimum et évacuer une partie de leur personnel.

- A Bangui, **le nombre de déplacés a presque triplé en seulement 4 jours de violences**. Selon les estimations, ils seraient plus de **69890 dont 61%¹ nouvellement déplacés**. Ce chiffre est encore plus important qu'en janvier dernier (50398) alors qu'ils étaient plus de 23000² à avoir pu retourner chez eux grâce au travail d'accompagnement au retour mené par les acteurs humanitaire.
- Ils se sont installés sur des sites connus comme à MPoko qui est à nouveau rempli à pleine capacité avec plus de **19000 personnes nouvellement déplacés**, mais aussi sur **7 nouveaux sites³** créés ad hoc où les infrastructures en eau, hygiène et assainissement sont insuffisantes ou inexistantes.
- A ce jour il est impossible de se déplacer pour évaluer au mieux les besoins de l'ensemble des sites pour préparer une assistance car les axes ne sont toujours pas sécurisés. Dans cette configuration la population se retrouve en otage : sans protection et sans assistance humanitaire.

3. Une dégradation de la situation touchant également les provinces.

Si Bangui est en premier lieux touchée par les violences, cet état de paralysie a des conséquences très rapides dans les provinces qui fortement dépendantes de la capitale

- Dans les provinces, **des éruptions de violences et des tensions croissantes** ont été relevées à Kaga Bandoro, Bambari ou Bouar entraînant de nombreux déplacements et fuite en brousse.
- Les activités sont majoritairement suspendues à cause du degré d'insécurité.
- A ce jour, les bases situées en province des organisations humanitaires se retrouvent dans un état préoccupants vis-à-vis des réserves disponibles en cash et en fuel. Elles sont asphyxiées par l'impossibilité de les approvisionner depuis Bangui car les axes essentiels ne sont pas sécurisés par les forces de la MINUSCA et tous les vols intérieurs sont suspendus.

La résurgence des violences a pour effet un **véritable retour de plusieurs mois en arrière, en termes de besoins humanitaire, de cohésion sociale, de retours des déplacés chez eux mais aussi de capacité de réponse des acteurs**. Les organisations humanitaires tirent une nouvelle fois la sonnette d'alarme : l'oubli de la crise centrafricaine sur la scène internationale couplée à une gestion dramatique des nouvelles flambées de violences laissent présager un futur très sombre pour une population déjà malmenée et extrêmement vulnérable.

Nous appelons :

- La communauté internationale dans son ensemble à condamner fermement et publiquement les attaques et violences à l'encontre des organisations humanitaires.
- Toutes les parties au conflit à respecter la neutralité et l'impartialité des travailleurs humanitaires, et à leur faciliter en tout temps l'exercice de leur mission. Les structures de santé, de même que toutes structures nécessaires à la survie de la population (infrastructures en eau, etc.) doivent être préservés et respectés de tous, en accord avec le Droit International Humanitaire.
- La MINUSCA à assurer son rôle de sécurisation et de protection des populations en faisant preuve de réactivité et d'anticipation.
- La communauté internationale – venant de se rassembler aux Nations Unies à New York – à se saisir de la crise centrafricaine en cours et à immédiatement augmenter son aide à la Centrafrique afin que les stocks et les moyens d'intervention qui constituent la capacité réponse puissent être au plus vite reconstitués, une aide d'urgence aux personnes déplacées mise en place et un véritable plan de contingence défini avec un engagement financier sur le long terme.
- L'ensemble des acteurs à défendre, promouvoir et respecter une distinction renforcée entre l'action politique et l'intervention humanitaire. Ceci afin de stopper la confusion dont sont victimes les ONG aux vues du fort ressentiment à l'encontre de la communauté internationale.

¹ OCHA RCA Flash Update 4 – 30 septembre 2015

² Données Cluster shelter

³ OCHA RCA Flash Update 5 – 2 octobre 2015